

## AFFAIRE DU PÉDOPHILE GRACIÉ AU MAROC

## Mohamed VI a été plus royaliste que le roi

*Il est en train de tourner au vaudeville l'élargissement royal accordé par Mohamed VI à Daniel Galvan, le violeur espagnol de 11 enfants marocains, après avoir suscité la désapprobation populaire avec des écarts totalement inattendus de la part du Makhzen et ayant conduit à des affrontements violents entre forces de l'ordre royales et des centaines de Marocains.*

Les justifications du roi du Maroc et l'annonce de l'ouverture d'une enquête pour déterminer l'origine de la tromperie dont il a avoué avoir été victime, lui le tout-puissant commandeur des croyants de chez nos voisins de l'Ouest, n'ont finalement été que le coup de starter d'un échange frisant l'apathie sur les tenants et les aboutissants d'une controversée mise en liberté d'un abominable bonhomme.

Donc, au contraire de ce que pouvaient espérer Mohamed VI et ses plus proches conseillers, son aveu sur la méconnaissance de l'identité des heureux élus, du moins l'un d'eux, pour le pardon royal suggéré par le roi d'Espagne lors de sa visite en juillet dernier, n'a pas pour autant mis un terme à l'histoire



La libération du pédophile a fait scandale auprès du peuple marocain.

dont les rois n'en sortent pas grandis.

Les explications apportées par le cabinet du souverain alaouite, bien que n'ayant trouvé de crédit que chez ceux qui voulaient bien les croire, ont suscité une réplique qui en dit long sur le monstrueux cafouillage induit par la libération du sexagénaire violeur.

Pour les Ibériques, qui s'exprimaient de manière officielle hier à travers le porte-parole de la maison royale, Mohamed VI a été tout simplement .... plus royaliste que le roi !

En effet, pour les autorités du royaume d'Espagne, les choses étaient clairement établies dès le début, lorsqu'était parvenue une requête demandant au roi d'Espagne de s'enquérir auprès des autorités marocaines de certains de ses sujets détenus de droit commun au Maroc.

«Le roi d'Espagne n'a pas demandé au Maroc la grâce d'un pédophile emprisonné ni d'aucun autre prisonnier, mais s'est seulement intéressé à "la situation" de ces détenus et a demandé que l'un d'eux, mala-

de, puisse purger sa peine en Espagne», a en effet déclaré lundi la maison royale. Claires et sans fioritures, les explications des Ibériques qui s'en trouvent embarqués dans une histoire qui aura du mal à sortir du simple rayon des mauvais souvenirs chez les Marocains désormais suspendus aux nouvelles en provenance d'Espagne où l'on est à la recherche du triste Daniel Galvan dont la grâce a été purement et simplement annulée.

«Après le dernier communiqué du roi du Maroc révoquant

la grâce, les deux ministères de la Justice, espagnol et marocain, sont en contact pour décider que faire, la procédure à suivre à partir de maintenant», a déclaré, hier à l'AFP, une porte-parole du ministère à Madrid. Les événements s'accélérent toutefois, en fin d'après-midi, hier. Le pédophile espagnol a finalement été arrêté par la police ibère, à Meucie au sud-ouest du pays, selon le ministère de l'Intérieur cité par l'AFP.

Le porte-parole dudit ministère précisera néanmoins que le sinistre individu sera «mis à la disposition du tribunal madrilène de l'Audience nationale». Autrement dit, il sera remis à la justice espagnole et non marocaine qui le réclame pour calmer la rue.

Les manifestations prennent une ampleur inquiétante dans le pays de Mohamed VI où l'on prévoit de battre le pavé à Casablanca pour aujourd'hui et à Rabat le lendemain. En attendant la décision des autorités espagnoles s'agissant de l'extradition ou pas de leur ressortissant, le Palais de Rabat fait tout pour circonscrire l'incendie.

Hier encore, dans l'après-midi, il annonçait le limogeage du directeur de l'administration pénitentiaire pour avoir «trompé» Sa Majesté. Serait-ce suffisant pour calmer la furie des Marocains ?

M. Azedine

## TUNISIE

## Heurts entre manifestants et la police à Sidi Bouzid

La police tunisienne a dispersé hier à coups de matraques et de gaz lacrymogènes des manifestants hostiles au gouvernement ayant tenté de s'introduire de force dans la préfecture de Sidi Bouzid (centre-ouest), a constaté un journaliste de l'AFP.

Les forces de sécurité ont procédé à des tirs de sommation pour disperser une foule furieuse contre l'«incompétence» du gouverneur de cette région très pauvre, un proche d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir en Tunisie.

Des manifestations ont régulièrement lieu à Sidi-Bouzid, berceau de la révolution de janvier 2011, depuis l'assassinat du député d'opposition et enfant du pays Mohamed Brahmi le 25 juillet dernier.

Ce crime a déclenché une vive crise politique.

Fin juillet, des centaines de protestataires avaient déjà tenté d'interdire l'accès des fonctionnaires au siège de la préfecture régionale protégée par l'armée. La police avait aussi dispersé les manifestants sans ménagement.

Depuis l'assassinat de l'opposant Mohamed Brahmi, la Tunisie est secouée par des manifestations anti et pro-gouvernement à répétition.

## ÉGYPTE

## Navettes diplomatiques au Caire pour résoudre la crise

*Les émissaires internationaux venus au Caire pour tenter de sortir le pays de l'impasse politique faisaient hier la navette entre les nouvelles autorités installées par l'armée et les partisans du président islamiste destitué Mohamed Morsi.*

Au lendemain d'entretiens avec le nouvel homme fort du pays, le commandant de l'armée Abdel Fattah al-Sissi, le secrétaire d'État américain adjoint William Burns a rencontré l'adjoint du Guide suprême des Frères musulmans — dont est issu M. Morsi —, Khairat al-Chater, actuellement incarcéré, selon l'agence officielle Mena.

Mais un porte-parole des Frères musulmans a assuré sur Twitter que M. Chater avait «refusé» cette visite, à laquelle participaient également les ministres des Affaires étrangères qatari et émirati ainsi que l'émissaire de l'UE Bernardino Leon.

M. Chater a affirmé qu'il n'était «pas en position de discuter» et conseillé à la délégation de «parler à M. Morsi», détenu au secret par l'armée depuis sa destitution le 3 juillet, a ajouté Gehad al-Haddad. Il s'est borné à leur rappeler qu'il n'y avait «pas d'alternative à la légitimité» de la première présidentielle libre du pays qui a porté M. Morsi au pouvoir en juin 2012.

M. Burns, dont le pays a récemment surpris les observateurs en défendant clairement le

coup d'Etat militaire, avait été autorisé à rencontrer M. Chater dans le quartier de haute sécurité de la prison de Tora, en banlieue du Caire, où est également détenu l'ex-président Hosni Mubarak, renversé par une révolte populaire début 2011.

Khairat al-Chater, l'un des plus importants financiers de la confrérie, sera jugé à partir du 25 août avec le Guide Mohamed Badie et son second adjoint Rachad Bayoumi pour «incitation au meurtre» de manifestants anti-Morsi lors d'une attaque de leur QG au Caire le 30 juin, journée de manifestations massives qui a conduit à la destitution de M. Morsi par l'armée. Trois autres figures de la confrérie seront jugées pour «meurtre».

De son côté, M. Leon a rencontré le Premier ministre Hazem Beblawi, tandis que les influents sénateurs américains Lindsey Graham et John McCain sont attendus pour des entretiens aujourd'hui mardi au Caire.

Nouveau pouvoir et partisans de M. Morsi campent fermement sur leurs positions et la communauté internationale redoute que la dispersion par la force des sit-in

où les manifestants se sont barricadés avec femmes et enfants ne tourne au massacre. Les heurts en marge des mobilisations rivales pro et anti-Morsi ont déjà fait plus de 250 morts depuis la fin juin.

Les nouvelles autorités, elles, alternent déclarations tonitruantes et appel au calme. Ainsi, le général Sissi a assuré dimanche à des dirigeants islamistes qu'il y avait «encore des chances pour une solution pacifique», alors que le gouvernement intérimaire a multiplié les avertissements aux manifestants pro-Morsi qui campent sur deux places du Caire depuis plus d'un mois, les menaçant de les disperser par la force s'ils ne partaient pas «rapidement».

De leur côté, les islamistes appellent quasi quotidiennement les pro-Morsi à de nouvelles mobilisations, incitant à marcher «par millions» sur les sites militaires ou de sécurité, des appels qui sont toutefois de moins en moins suivis.

L'annonce dimanche de la date du procès des principaux chefs des Frères musulmans pourrait également relancer leur mobilisation. Hier, un millier d'entre eux ont d'ailleurs manifesté devant la Haute cour de justice au Caire.

Les islamistes affirment défendre la «démocratie» contre «le coup d'État», tandis que les détracteurs de M. Morsi l'accusent d'avoir accaparé le pouvoir au pro-

fit de sa confrérie sans être parvenu à améliorer la situation économique. Face à l'impasse politique qui perdure, M. Burns a plaidé auprès du général Sissi pour que toutes les forces du pays soient associées à la feuille de route qu'il avait annoncée au moment du coup militaire et qui prévoit notamment une nouvelle Constitution et des élections générales début 2014. Les nouvelles autorités ont toutefois prévenu que M. Morsi ne pourrait jouer aucun rôle dans l'avenir de l'Égypte. Il pourrait lui aussi être jugé et est actuellement sous le coup d'une demande de placement en détention préventive pour répondre de son évasion de prison à la faveur de la révolte de 2011. Par ailleurs, un soldat égyptien a été tué hier par des hommes armés à Al-Arich, chef-lieu du Nord-Sinaï, où plusieurs attaques meurtrières contre les forces de l'ordre ont eu lieu ces dernières semaines, ont annoncé des sources de sécurité.

Deux autres soldats ont été blessés dans une attaque séparée visant également des barrages militaires, ont précisé ces sources.

Depuis la destitution le 3 juillet du président Mohamed Morsi par l'armée après des manifestations monstres réclamant son départ, 21 policiers et 12 soldats ont été tués dans le Nord-Sinaï, où des mouvements jihadistes ont multiplié les attaques.

Photo : DR